

Session plénière 4

La hausse des prix alimentaires mondiaux en 2007-08, répétition en 2011

Avec la forte volatilité des prix sur les marchés internationaux durant ces dernières années, il faut présager une certaine fréquence des menaces pour la sécurité alimentaire mondiale. Dans un monde globalisé où les marchés sont de plus en plus intégrés, aucun pays pris individuellement ne peut prétendre se suffire à lui-même en matière d'alimentation, bien que celle-ci demeure le seul produit qui, en aucune façon ne peut faire l'objet de compromis. Eliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont les défis les plus importants de notre siècle. Echouer à les relever entrainera des souffrances importantes, des pertes d'opportunités économiques incommensurables et un monde en perpétuelle instabilité. Les conséquences peuvent être désastreuses et entrainer des coûts potentiels incalculables à la charge de la société entière.

La hausse mondiale des prix en 2007-08 résultait de la combinaison de plusieurs facteurs. Les principales explications résidaient dans la baisse de l'offre de céréales, la hausse de la demande due à la croissance de la population mondiale et les faibles stocks enregistrés durant la période. Les dérèglements climatiques, les mauvaises conditions climatiques à répétition, la grave sécheresse en 2007 que l'Australie a connu, ont provoqué une baisse des productions mondiales. L'augmentation du prix du pétrole et l'émergence de la production d'agro-carburants ont affecté également toutes les productions et contribué à multiplier par deux le coût du fret dans le cadre du commerce international des produits agricoles et alimentaires. L'évolution de l'alimentation dans les pays émergents avec l'augmentation relative de leur niveau de vie, a déplacé la demande des denrées traditionnelles vers davantage de viande exerçant une forte pression sur le marché des céréales. Mais si l'on veut identifier le problème de fond, le désinvestissement dans le secteur agricole par les pays développés et le faible niveau d'investissement par les pays en développement sont sans aucun doute la cause du malaise. Ce phénomène a provoqué un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande avec une baisse drastique des stocks mondiaux de denrées alimentaires de base.

Deux ans après les «émeutes de la faim» de 2008, bien que les récoltes mondiales de riz aient été relativement bonnes, une nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires fait craindre aujourd'hui de nouvelles tensions sur les marchés. Selon la FAO, entre décembre 2009 et décembre 2010, les indices des prix alimentaires sont passés de 172 à 215, ceux des céréales de 171 à 238, ceux des huiles et oléagineux de 169 à 263, celui des viandes de 120 à 142. Rien ne laisse présager que le niveau de ces indices va fléchir à court terme. Les principales causes de cette hausse vertigineuse sont encore d'ordre climatique dans un contexte où les cours du Brent se maintiennent au dessus de la barre de 100\$. En 2010, les inondations en Australie et au Pakistan qui ont affecté les quantités et

la qualité des céréales, les incendies en Russie qui ont conduit les autorités russes à décréter un embargo sur leurs exportations céréalières (blé notamment), les sécheresses en Chine et les craintes qui se profilent sur l'Argentine, la forte demande chinoise, sont aussi des raisons citées expliquant la hausse des prix des matières premières agricoles. A côté de toutes ces raisons, il y'a l'activité spéculative sur les marchés financiers bien qu'il n'y ait pas de preuve concluante de causalité entre eux et la volatilité accrue et les hausses de prix sur les marchés physiques. Les chiffres montrent que les prix ont atteint ou même dépassé les pics de la crise de 2008 et beaucoup laisse à croire que cette pression à la hausse ne faiblira pas.

Une comparaison des deux crises (2008 et 2011) laisse apparaître certaines disparités qui font espérer que la situation ne sera pas forcément pire qu'elle ne l'a été en 2008: (i) les stocks sont plus importants aujourd'hui comparée à 2007 compte tenu des deux dernières campagnes qui ont été relativement bonnes pour le riz au Vietnam et la Thaïlande et le maïs, aliments de base les plus importants dans la plupart des pays vulnérables ; (ii) en 2008, la hausse était alimentée par la hausse des prix du pétrole qui avait atteint plus de \$150 le baril. Aujourd'hui, ce prix est légèrement au dessus de \$100, juste niveau où l'utilisation du maïs pour la production de biocarburant devient plus rentable, sachant combien le prix du pétrole affecte le coût des engrais et des transports (facteurs clés des prix alimentaires); (iii) l'Afrique subsaharienne a enregistré en 2010 de bonnes récoltes de mil-sorgho, de maïs et de riz. Cependant, le niveau de production de la campagne 2011 au niveau mondial sera déterminant dans la stabilité des prix alimentaires futurs sur les marchés internationaux.

Comme pour la crise de 2008, la hausse des prix en 2011 représentera un problème pour les pays pauvres qui doivent importer de grandes quantités de denrées afin de nourrir leurs populations. Elle sera un problème pour les ménages qui consacrent 60 à 80% de leurs revenus en nourriture. Encore une fois, elle pourrait représenter une opportunité pour les agriculteurs qui vivent de l'agriculture mais à condition que ceux-ci soient net-vendeurs, qu'ils disposent de ressources financières pour répondre aux incitations et accroître leur rendements. Pour faire face à ces défis, les pays d'Afrique de l'Ouest ont été amené à se défaire de leur traditionnelle stratégie de sécurité alimentaire basée sur le marché et les échanges, en s'engageant dans des mesures isolées de court terme, assez souvent contre-productives, mal coordonnées et peu cohérentes. Qu'en sera-t-il cette année ?